

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.48 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 85 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste
 de France et d'Algérie.

La Ligue des Contribuables

LE BLÉ EN HERBE

Si les Français savaient comment on les gouverne et, particulièrement, comment on administre leurs finances; avec quelle imprévoyance, quelle prodigalité on les conduit mathématiquement vers la banqueroute, ils ne supporteraient pas cinq minutes la continuation d'un pareil système de décadence nationale et de ruine individuelle.

Malheureusement ils l'ignorent. Les hommes les plus cultivés, de l'esprit le plus curieux, vivant dans le monde où ils devraient être, semble-t-il, le mieux renseignés sur les faits de la politique contemporaine, sont victimes à cet égard des plus dangereuses illusions. J'en voyais, pas plus tard qu'hier soir, un exemple saisissant. Nous causions, entre « gens du métier », c'est-à-dire entre journalistes, de la Ligue des Contribuables, qui vient de débiter en province avec tant d'éclat et de succès, dimanche dernier, par la conférence de Lyon. L'un des interlocuteurs, Francisque Sarcey — pour ne pas le nommer, — approuvait beaucoup l'entreprise, la déclarait nécessaire, racontait qu'il venait de s'y associer, se plaignait vivement des impôts grandissants; puis, se tournant vers moi :

— Enfin, dit-il, on ne voit guère qu'une ressource pour nous tirer d'embarras et payer nos dettes : ce sont nos chemins de fer.

— Comment cela ?
 — Eh oui, quand ils reviendront à l'Etat, dans cinquante ans, je crois. Il y aura, alors, d'après ce que j'entends dire, plus d'un milliard par an de bénéfices, qui permettra de tout régler.

— Et qui vous dit cela ?
 — Mais tout le monde.

— Eh bien, tout le monde se trompe. Je vous le montrerai.

C'est la preuve promise à Francisque Sarcey que j'apporte ici, ce matin, à lui — et à vous, — car vous pensez sans doute comme lui, quelque loin que vous soyez d'être « tout le monde ».

Où, on compte sur nos chemins de fer. On y compte partout; non seulement au Café du Commerce, mais au Palais-Bourbon. Même au ministère des finances, dans le cabinet du ministre, bien entendu; chez les chefs de service on doit être moins naïf; — et voici le raisonnement qu'on fait.

Les chemins de fer, en France, sont en définitive une propriété nationale. Propriété d'une espèce particulière, dont la jouissance (constituant elle-même une sorte de propriété privée) est concédée, pour une durée déterminée, à des compagnies, à des sociétés, mais dont la plénitude rentrera dans les mains de l'Etat, à l'expiration des concessions.

A cette époque, c'est-à-dire (en prenant une date moyenne, pour fixer les idées) vers 1950, l'Etat sera donc plein propriétaire du réseau ferré de la France, au moins du réseau d'intérêt général, celui des « grandes Compagnies » comme on dit, sans réminiscence de Bertrand Duguesclin. Il aura le droit d'en faire ce qu'il voudra : *fer utendi, fruendi, abutendi*, droit d'user, de jouir et d'abuser, marque essentielle de la propriété et que la distinction de la possession, nous enseignait jadis ce bon M. Demogéot, qui ne savait pas si bien dire. Ce que l'Etat moderne sait en effet le mieux, n'est-ce pas d'abuser ?

Or, ce domaine nouveau, cet héritage d'oncle d'Amérique, sera colossal. Songez donc !

Aujourd'hui, en prenant les chiffres en gros et en les arrondissant, l'ensemble des 38.800 kilomètres des chemins de fer d'intérêt général présente les résultats suivants (documents de 1897) :

Recettes totales.....	1.800 millions
Dépenses totales d'exploitation.....	600 —
Produit net.....	610 —

Actuellement, ces 610 millions sont absorbés par les charges des capitaux — dividendes, intérêts, amortissement des actions et des obligations; — ils sont même insuffisants, puisque l'Etat est obligé de prêter aux Compagnies un certain nombre de millions, pour qu'elles puissent payer les intérêts garantis qu'elles doivent.

Mais si les créanciers des Compagnies étaient remboursés, si les capitaux à l'aide desquels le réseau fut construit étaient amortis, ces 610 millions de produit net seraient un pur bénéfice, un bénéfice libre et pleinement disponible.

Or, en 1950, cette éventualité sera réalisée. Les Compagnies auront tout remboursé à leurs actionnaires, à leurs obligataires, — et précisément alors la durée de leurs concessions sera échu. Les chemins de fer, à cette heure même, tomberont, en pleine propriété, entièrement sous le bon plaisir de l'Etat, et à juste titre ! — dans les doigts frémissants de l'Etat, déjà impatientement tendus vers ce trésor.

Plus de six cents millions par an : quelle aubaine ! Comme toutes difficultés financières s'évanouissent subitement ! Quelle période opulente de réformes s'ouvrira ! Quels innombrables troupeaux de vaches grasses, dans les pâturages budgétaires !

Car le bénéfice sera bien supérieur à six cents millions. Cela, c'est le chiffre du produit net de l'exploitation actuelle; mais dans cinquante ans, il sera singulièrement grossi ! Calculez plutôt. La progression du produit net est connue.

certaine. Ainsi, en 1890, le produit net était de 385 millions; en 1896, il s'est élevé à 610 millions; soit, pendant ces vingt-sept ans, une augmentation moyenne de 54 millions par an. De 1896 à 1950, il y a 54 ans; par conséquent, ce sera alors une augmentation totale de 432 millions, qui, ajoutée aux 610 millions de 1896, donnera un produit net de 1,042 millions !

Plus d'un milliard, voilà le vrai chiffre de la ressource nouvelle dont pourra librement disposer la Chambre de 1950. O trop heureux députés du milieu du siècle futur, s'ils connaissent leur bonheur !

Hélas ! ils ne le connaîtront pas.

D'abord, l'homme est un être faible, lamentablement imparfait, grossier, dupe de chimères, victime de prestiges, incapable de connaître le bonheur, quand, par rare faveur, le destin le lui accorde. Quelques philosophes, pourtant, savent le comprendre. — Il y a si peu de philosophes ! Les députés de 1950 ne le seront guère; ils le seront même beaucoup moins que ceux de 1890, pour peu que la courbe descendante continue. Comment voulez-vous espérer qu'ils connaîtront leur bonheur — devant leur milliard d'excédent budgétaire ?

Il y a une autre raison, pour qu'ils ne le connaissent pas : — ils ne connaîtront pas le milliard.

Le milliard n'est qu'un rêve, — au moins comme excédent.

Réfléchissez.

La progression de 8 millions de produit net par an durera-t-elle ? Rien de plus incertain. Rien de moins probable, même. Au fur et à mesure qu'on va, le rapport du produit net aux recettes totales diminue. En 1890, ce rapport était de 55 pour cent; en 1896, il n'est plus que de 47 pour cent. Que sera-t-il dans un demi-siècle ? Bien habile qui le sait ! Les vraisemblances, les probabilités économiques, politiques, morales les plus logiques sont que les dépenses d'exploitation vont continuer à se rapprocher de plus en plus des recettes brutes. Amélioration des conditions de trafic, du matériel de transport, du sort des employés, des traitements, des salaires, des retraites; tout cela, fort louable à coup sûr, ne concorde guère avec l'hypothèse du maintien de la proportion ou du chiffre du produit net actuel. Je ne conseillerais pas à la Banque de France de prendre à son compte la garantie des 432 millions de plus-value en 1950. Elle fera ce qu'elle voudra... Elle ne voudra pas : vous verrez.

E puis, qui sait ? Que vaudront les chemins de fer dans cinquante ans ? Demandez à Jules Verne, à Robida, aux gens d'imagination. Moi qui n'en ai pas je rêve cependant, quelquefois, que nos locomotives et nos wagons seront alors au musée de Cluny — non pas à titre d'objet d'art, non, mais comme témoignage de la grossièreté des humains de la fin du dix-neuvième siècle — à côté des vieilles tombes gauloises, près des Thermes, vous savez...

Enfin, si vous voulez faire une opération de père — ou de mère — de famille, ne la bâtissez point sur le milliard de produit net dans cinquante ans ! Croyez-moi.

Mais supposons que le calcul des amis de Francisque Sarcey soit juste; que les choses se passent suivant leurs espérances; que les chemins de fer continuent suivant la progression moyenne constatée depuis 1890 — vous ne direz pas que je recule devant les hypothèses les plus téméraires : — eh bien ! le fameux milliard de 1950 sera mangé d'avance, depuis longtemps, si les dépenses de l'Etat ont continué, de leur côté, la progression ascendante qu'elles suivent, non pas même depuis 1890, mais seulement depuis 1874.

En effet, le chiffre total des dépenses ordinaires, qui étaient alors de 2,623 millions, s'est élevé à 3,474 millions pour 1899 — (on ne saurait trop répéter ces chiffres; tous les Français devraient les savoir par cœur !). Soit, en 25 ans, une augmentation totale de 851 millions pour la dernière année, correspondant à une augmentation moyenne de 34 millions par an.

En réalité, l'augmentation moyenne annuelle est sensiblement plus forte depuis quelques années, surtout depuis 1893, malgré les apparences et les jongleries des écritures.

Retenons simplement, néanmoins, ce chiffre de 34 millions par an, et calculons. En 1950, c'est-à-dire dans 51 ans, il y aura donc eu 51 fois augmentation de 34 millions dans les dépenses ordinaires — ordinaires : admirez l'ironie des mots ! — et par conséquent accroissement total de 1,734 millions de francs.

La « douloureuse » budgétaire, qui est aujourd'hui de 3,474 millions, sera montée à 5,208 millions.

Cinq milliards deux cent huit millions, — quel orgueil pour les contribuables de 1950 !

Mais que deviendraient, en présence des 1,734 millions d'excédent certain de dépenses qu'on vient de voir, les problèmes 4,042 millions de produit net des chemins de fer ?

Ils laisseraient un déficit de 682 millions. Purement et simplement.

Tel est le résultat le plus favorable des suppositions les plus optimistes, des calculs les plus systématiquement établis de parti pris dans le sens des « financiers » qui comptent sur les chemins de fer pour faire couler le Pactole dans le lit de la Seine, devant le Palais-Bourbon.

Vous voyez, n'est-ce pas ? vous, vous tous — et vous aussi, mon cher Sarcey, — qu'il n'est pas prudent de s'embarquer dans cet « escompte ».

Ce qui est vrai, trop vrai, c'est que le profit — aléatoire — du retour des chemins de fer en la main de l'Etat sera dé-

voré d'avance, en 1950, comme les 108 millions de bénéfices procurés par les conversions de la Rente, depuis 1883, ont été engloutis, sans aucun soulagement pour les contribuables, par l'ogre budgétaire — auprès duquel le Minotaure n'était qu'un papillon buveur de rosée.

Il n'est qu'un moyen, pour les contribuables, d'échapper à la mort financière qui les menace : c'est d'arracher aux députés l'instrument de ruine dont ils abusent, et de les forcer ainsi à forcer eux-mêmes le gouvernement à diminuer les dépenses.

Sinon, ces gaisillards-là mangeront en herbe tout le blé des deux mondes.

Jules Roche.

Échos

La Température

La neige a fait une nouvelle apparition; elle tombe sur Paris depuis la nuit dernière. Hier matin, les Parisiens, à leur réveil, en ont trouvé les arbres couverts, ainsi que les jardins et les squares. Quant aux rues et aux boulevards, une boue épaisse et noire oblige le piéton à patauger dans une atroce cloaque. Le froid continue. Hier matin, aux premières heures, le thermomètre indiquait 10 au-dessous de zéro et 30 au-dessus dans l'après-midi; on notait 16° à Alger. Cependant, sur nos côtes de l'Ouest, les bourrasques ont cessé, car la mer est très belle; mais des neiges sont toujours probables.

Dans la soirée, le thermomètre était à 0° et le baromètre, à 755 mm vers la fin du jour, restait à 757 mm dans la nuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 9°; à midi, 15°. Temps splendide.

DIFFICULTÉS

Le dessaisissement ne marche pas sans cahots. Quelques-uns des députés, tout en ne repoussant pas le principe de la loi proposée par le gouvernement, désiraient connaître un peu les dessous de cette nouvelle affaire, greffée sur la grande « Affaire », et savoir au juste ce qu'on reproche aux conseillers de la Chambre criminelle.

Cette curiosité semble jusqu'à un certain point justifiée par la divergence des versions qui circulent. On ne sait même pas au juste le nombre des coupables. Quelques journaux très bien informés affirment que ces coupables sont au nombre de trois, MM. Loew, Bard et Manau, qui ont été groupés sous le nom de « trio de coquins », si j'ai bonne mémoire.

D'autres journaux non moins bien informés ont élargi ce trio aux dimensions d'un quatuor, en y adjoignant M. Dumas. Comme ces transformations ne contiennent rien, nous devons attendre un prochain quintette, puis un sextuor, puis un septuor. Je crois que le langage musical ne va pas plus loin et qu'il faut passer ensuite, sans transition, à l'orchestre entier.

Alors, les députés voudraient savoir comment il peut se faire que des juges, tout en ne perdant pas un pouce de leur honorabilité professionnelle et de leur sincérité, ont pu mériter cette sorte de dégradation judiciaire qui consiste à les priver du droit de juger exclusivement, et à les noyer au milieu de leurs collègues, comme on étouffe un virus en le diluant.

Il faudra donc faire connaître à la Commission déjà nommée pour examiner le projet Rose, et à laquelle a été renvoyé le projet Dupuy, tous les détails de l'enquête poursuivie par M. Mazeau sur les conseillers dénoncés par l'honorable ex-président de la Chambre civile. Cela est promis pour aujourd'hui même.

Par la même occasion, et à cause précisément de cette enquête et de cette loi nouvelle, on fera imprimer toutes les dépositions qui constituent l'enquête de la Chambre criminelle, et qui seront distribuées à la Cour de cassation, pour son éducation.

Quelques personnes qui aiment la difficulté et la complication ont déjà commencé une campagne dans le but de démontrer que l'enquête de la Chambre criminelle était viciée par les dénonciations de M. Quesnay de Beaurepaire, et qu'il faudrait tout recommencer.

Tel n'est point l'avis de M. le président du Conseil qui refuse d'aller jusque-là. Par contre, et par contrepoint, M. le commandant Esterhazy est tout à fait partisan de ce système. Ce jurisconsulte a même déclaré qu'il ne voulait plus aucun contact avec ces conseillers disqualifiés et qu'il ne reprendrait ses dépositions intéressantes que devant la Cour de cassation, toutes Chambres réunies. Il y a là de quoi rassurer bien des consciences.

Le grand défaut de toutes ces histoires-là, c'est que presque tout le monde sent, est hypocrite. Personne n'ose voter son sac en public. On discute les videresses parce qu'on prévoit les sentences.

C'est dans ces circonstances avilissantes et fausses qu'on goûte une joie intérieurement et profonde d'avoir choisi une solution qui permet d'être loyal ! Réclamer la révision consciencieusement faite et accepter l'arrêt de la Cour de cassation, quel qu'il soit, affirmatif ou négatif, rendu par quinze conseillers ou par quarante-cinq, par une Chambre ou par trois.

Appuyé sur ce système honnête, on se sent fort assuré de finir par avoir raison. — J. CORNELY.

A Travers Paris

Rien de plus intéressant pour le sage que de voir naître l'histoire sous ses yeux. Ainsi, on racontait beaucoup hier soir, dans les couloirs de la Chambre, que M. Renault-Morlière, rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur la Cour de cassation, est le beau-frère de M. Mornard, avocat de la famille Dreyfus.

Ce n'est pas absolument vrai, ni absolument faux.

M. Mornard est le gendre d'un ancien confrère de M. Renault-Morlière, qui était, comme lui, avocat à la Cour de cassation, et qui portait, toujours comme lui, deux noms.

Bien mieux, ces deux noms commencent aussi par un R et par un M. Il s'appelaient Roger-Marvaire.

M. Mornard n'est donc qu'approximativement le gendre de M. Renault-Morlière. Il va le devenir tout à fait, aux yeux du monde.

Et voilà l'histoire.

M. Leguays, ministre des beaux-arts, a visité hier, au musée du Luxembourg, la donation de M. Charles Hayem.

M. Hayem, avec une générosité qu'on peut donner en exemple aux collectionneurs, avait offert au musée toute une série d'œuvres de l'école française contemporaine, d'un grand intérêt.

Tout d'abord une très belle suite d'aquarelles de Gustave Moreau : la *Bethsabée*, un pur chef-d'œuvre; les importantes compositions de l'*Apparition* et de *Phaéton*; puis *Vénus*, *Océide* et le *Sphinx*; le *Jeune Homme et la Mort* (aquarelle du célèbre tableau); la *Péri*, une *Piété*, *L'Amour et les Muses*, etc.

Ce riche ensemble permettra au public de commencer à goûter l'œuvre de Gustave Moreau, en attendant que l'ouverture de sa maison permette de connaître enfin son œuvre.

Parmi les autres œuvres offertes par M. Hayem, le public appréciera surtout deux beaux portraits d'hommes, l'un de M. Elie Delaunay, l'autre de Bastien-Lepage; un *Paysage de neige* de J.-C. Cazin; une piquante scène de mœurs de Raffaëlli; un superbe pastel de Pointelin; une nature morte de Ribot, et des dessins de Lhermitte, Dagnan-Bouveret, etc.

La salle sera certainement très visitée où ces œuvres ont été déposées, en attendant les agrandissements tant réclamés du musée du Luxembourg.

On ne devrait jamais pourquoi la frappe du nouveau louis d'or est encore retardée, tout étant prêt pour qu'elle s'accomplisse.

Voilà huit jours déjà qu'a été faite à la Monnaie, dans les circonstances que nous avons indiquées, la livraison des coins d'essai.

On aurait pu faire tout aussitôt les essais de livraison, mais on a préféré attendre que le ministre des finances, qui a quelques occupations plus pressantes en ce moment, y pût assister, et on l'a invité à honorer de sa présence cette opération de pure cuisine intérieure.

Voilà bien des cérémonies, et ne pouvait-on attendre, tout en faisant les essais, d'être tout à fait prêt à battre monnaie pour inviter le ministre à la première émission du nouveau louis d'or ?

Time is money. C'est le cas de rappeler le proverbe.

L'Etat marchand de tableaux.

On aurait tort de croire que l'Etat ne vend dans son dépôt du mobilier de la rue des Ecoles que des marchandises de rebut.

Il mettra aux enchères le mois prochain trois tableaux d'une grande valeur que ne manquera pas d'aller voir les conservateurs de nos musées.

Ces tableaux sont estimés, paraît-il, une soixantaine de mille francs.

Le plus intéressant est un paysage attribué à Claude le Lorrain. Les deux autres sont, l'un de l'école hollandaise, l'autre de l'école anglaise, et représentent, le premier *Joseph et la Femme de Putiphar*, le second un portrait d'enfant.

D'où proviennent ces tableaux ? Mystère.

Mais il est permis de se demander pourquoi l'Etat, puisqu'il est une valeur réelle, leur fait courir les risques des enchères au lieu de les placer tout simplement dans l'un de ses musées !...

INSTANTANÉ

M. LE BARON REILLE

Elu dimanche député du Tarn en remplacement de son père, le regretté baron Reille, mort si subitement il y a quelques mois.

Election très brillante qui n'est pas seulement un succès personnel, mais qui est, en quelque sorte, une victoire dynastique. De temps immémorial, en effet, la famille Reille a représenté le Tarn. Trois de ses membres sont actuellement députés : M. le baron Reille, le nouveau élu; son frère, M. Xavier Reille, et son beau-frère, M. le marquis de Solages.

Ils représentent à eux trois la 1^{re} et la 2^e circonscription de Castres et la 2^e circonscription d'Albi. Cela fait une bonne moitié du département, et cela prouve aussi que ce n'est pas seulement la politique qui joue un rôle dans les élections.

Sans doute, les populations se prononcent pour tel ou tel drapeau. Mais elles font aussi entrer en ligne de compte les souvenirs de famille, les services rendus et les situations locales. A ce point de vue, la famille Reille est inexpugnable dans son département, et cette situation a été encore fortifiée par l'attitude qu'avait prise à la Chambre le chef de la famille.

Le baron Reille, en effet, se souvenant qu'il avait été aide de camp des maréchaux Randon et Niel, et qu'il avait, pendant le siège, commandé une brigade de l'armée du général Duros, se consacrait exclusivement aux questions militaires et s'était fait une spécialité des choses de l'armée. Ses fils, qui eux aussi ont été officiers, suivront ses dignes traces, et ils y gagneront, comme leur père, l'estime et la sympathie de tous les partis.

M. Marius Perret, le peintre bien connu dont le *Traillleur sénégalais* est si admiré au Luxembourg, vient de s'em-

barquer pour le Cambodge, en vertu d'une mission dont le ministère des colonies l'a chargé.

On annonce une série de joyeux banquets à l'Hôtel de Ville. Les fonctionnaires décorés de la dernière promotion — une demi-douzaine — vont être l'objet de manifestations de fourchettes auxquelles le préfet de la Seine et les principaux chefs de service ont promis de participer.

Pour n'offenser aucune susceptibilité, l'ordre alphabétique a été adopté. On commencera demain par M. Cain de Carnavale, et le charmant poète, chef de bureau au Conseil municipal, Gustave Vautrey, clôturera ces petites fêtes dues à la meilleure des camaraderies.

On ne dira bientôt plus « fort comme un Turc ».

Les deux lutteurs ottomans, Cartandji et Coudereh, n'auront connu que la défaite à Paris, dans les épreuves du Tournoi international disputé aux Folies-Bergère.

Hier soir, le tueur Cartandji a été tombé par Constant le Boucher, en 8 secondes. C'est vite ! l'exploit est remarquable. Aussi les spectateurs ont-ils fait au vainqueur une véritable ovation.

Ces soir, continuation du Tournoi. Samedi le Bordelais luttera à son tour contre le Turc Cartandji pour l'épreuve de repêchage, dont le vainqueur sera qualifié pour la finale du Grand Prix.

Le Comité chargé de l'organisation des représentations de la *Résurrection* de Christ, oratorio de M. l'abbé Perosi, qui doit avoir lieu en mars prochain à Paris, s'est réuni pour la première fois avant-hier, dans les salons du prince della Rocca, sous la présidence de Mgr Granito di Belmonte.

Les membres de ce Comité sont :

MM. Granito di Belmonte, président; M. l'abbé Jouin, le nouveau curé de Saint-Augustin; le prince Edmond de Polignac, le prince della Rocca, le comte de Franqueville, le comte de La Salle de Rochebonne, le comte Brancati d'Assault, M. Vincent d'Indy, le baron Joseph de Teill, le baron de La Tour, le baron de Rouer, M. Guilmant, M. Lefèvre-Pontalis, membre de l'Institut et M. Charles Bordes.

Au cours de cette réunion, a été décidée la création d'un Comité de dames patronnesses qui assurera le succès de ces représentations données au profit d'une œuvre charitable.

Quand luira-t-il pour l'Algérie, le jour de l'apaisement dont a tant besoin la France africaine ? Tout y souffre et tous en souffrent, car tout y est matière à querelles pour tous. Les exceptions sont rares qui permettent de faire, sinon l'union, du moins l'oubli momentané des haines. L'absinthe Premier fils, hygiénique, oxygénée, apéritive par excellence, est peut-être le seul produit devant lequel personne ne boude en Algérie.

Hors Paris

De Pougues :

« Dès la prochaine saison, les visiteurs de notre station auront la surprise de trouver, aux portes mêmes de la ville, à un kilomètre environ sur le versant le plus pittoresque du mont Givé et à 300 mètres de hauteur, une admirable station d'air et un poste incomparable pour pratiquer la cure de terrain.

Cette nouvelle création a reçu le nom de « Pougues-Bellevue », qui est à lui seul une révélation et un programme. La cure à la source Saint-Léger trouvera ainsi son plus utile et son plus agréable complément : Pougues n'aura plus rien à envier aux stations les plus vantées. »

De Monte-Carlo :
 « L'automobilisme est en grand honneur sur la Côte d'Azur : toutes les routes de bord de mer et la Corniche sont constamment animées par le passage des chauffeurs et des chauffeuses. Ce sport, très à la mode, est du reste favorisé par un temps splendide qui ne se dément pas. La principauté de Monaco est le rendez-vous de tous les excursionnistes. Et, comme tout nouveau besoin amène vite un nouveau progrès, l'Hôtel et le Café de Paris ont pris l'initiative de créer, sur la place du Casino de Monte-Carlo, un garage couvert destiné au remisage des automobiles et des bicyclettes. Cette innovation est bien accueillie par tous.

Le mouvement s'accroît de jour en jour. Les arrivées sont toujours de plus en plus nombreuses. Parmi les dernières arrivées, nous relevons les noms suivants : lord Wandsworth, lord Savile, marquis de Somers, chevalier Biondi, M. de Richmond, lord Manners, baron de Wool, princesse Orloff, Honorable R. S. Beresford, MM. Campbell Morr, Luzzato, de Chaminoff, baron de Saint-Genest, de Fitz-Gerald, prince Victor Duleep-Singh. »

Nouvelles à la Main

UN MOT DE FILLETTE

Sur tous les toits, hier, Adele, Voyant la neige en s'éveillant :
 — Tiens ! le bon Dieu qui fait, dit-elle, Son exposition de blanc !

Ponchiquet a l'intention de faire partie de l'Aéro-Club.

C'est surtout, explique-t-il, à cause des initiales « A. C. », qui sont à elles seules une devise, par le temps qui court !

Le Masque de Fer.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Autour d'un héritage

A peine le pauvre d'Ennery est-il en terre, que déjà commence l'agitation posthume. Les bees s'agitent, les appétits s'excitent, le ciel se couvre, on nous prédit une pluie prochaine de papier timbré, et les héritiers, qui se croient déçus, s'arment en guerre.

Dame ! comme l'on dit : La chandelle vaut le jeu. Elle est de plusieurs millions, cette chandelle qu'on ne brûla, d'ailleurs, jamais par les deux bouts. Certes, la fortune en Hige n'est qu'un atome, si on la compare à celle de ce Yankee gastralique, qui a cent millions de revenu, mais elle n'est pas méprisable pour de pauvres diables, qui se débattaient dans la vie, aux prises avec de maigres trente mille livres de rente.

De combien est exactement l'héritage ? D'au moins sept millions, paraît-il.

En voici, d'ailleurs, le détail, que je tiens d'un ami intime très renseigné. Il y a, en tout, cinq immeubles : l'hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, n° 59, d'une valeur estimative de 1,500,000 fr.; les deux belles maisons jumelles situées même avenue, aux deux coins de la rue Crevaux, d'une valeur de 800,000 fr. chacune, soit ensemble 1,600,000 francs; la maison du cap d'Antibes et la villa de Villers-sur-Mer, estimées environ 400,000 francs les deux.

Puis, il y a le portefeuille bourré, à éclater, de bon Emprunt russe, de bonne rente française, et autres valeurs de « tout repos », mais des vraies — pas de celles qu'on appelle de « tout repos », parce qu'il n'y a jamais à se déranter, pour en toucher les dividendes. — Les fleurs arrondies du marquis pourraient bien contenir plus de deux millions.

Reste encore la collection fameuse, installée dans les galeries de l'hôtel. Il y a là six mille numéros de japonaiseries, chinoises, indiennes, tonkinoises, sur lesquelles un quart est vraiment de haute curiosité, alors que les trois autres quarts rentrent dans la qualité des bibelots quelconques.

ruptions pleuvent : « C'est une loi de soumission à M. Quesnay de Beaurepaire ! » s'écrie M. Marcel Sembat, et M. Paul Faure ajoute : « On attaquera les Chambres réunies de la Cour de cassation, comme on a attaqué la Chambre criminelle ; voilà quel sera le résultat du projet de loi ! »

Mais le débat n'est pas encore engagé ; il s'engage, violent et amer, sur une proposition de M. Georges Berry :

M. Georges Berry. — Le gouvernement vient de déposer un projet de loi analogue à celui que plusieurs de nos collègues avaient déjà présenté à la Chambre ; le gouvernement en avait alors demandé le renvoi après le budget ; il change aujourd'hui d'avis.

Il est certain que ce projet a été déposé à la suite de l'enquête faite à la Cour de cassation. Le gouvernement sait à quoi s'en tenir ; la majorité ne le sait pas. (Mouvements divers.)

Et comment pourrait-elle avoir son opinion faite, si elle ne connaît pas les éléments de l'affaire ? Je demande au gouvernement de publier au *Journal officiel* les dépositions faites devant la Commission d'enquête.

Un autre motif de cette publication, nous ne savons pas si les conclusions du rapport sont satisfaisantes, et s'il n'y aura pas lieu de prendre des mesures contre des magistrats qui sont signalés comme indignes. (Très bien ! très bien ! à droite.)

J'insiste pour la publication de ces dépositions ; la refuser, ce serait faire voter la Chambre dans l'obscurité. (Applaudissements à droite.)

M. Charles Dupuy, président du Conseil. — Nous ne voulons pas qu'un projet de cette nature soit voté dans l'obscurité ; nous désirons la clarté la plus complète. (Très bien ! très bien !)

Nous remettons à la Commission le dossier complet de l'enquête, dès sa première réunion, elle en sera saisie.

Je demande à la Chambre de ne pas prolonger cet incident et de passer à la discussion du budget. (Applaudissements.)

On applaudit, mais un nouvel incident va se produire et c'est la logique elle-même dans la personne de M. Massabau, antirevisionniste passionné, qui poussera le président du Conseil dans ses derniers retranchements.

M. Massabau. — J'ignore ce que contient le dossier, je ne sais pas si les magistrats de la Chambre criminelle sont innocents ou coupables. Mais l'enquête ne saurait continuer devant eux et doit évidemment être suspendue. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Je demande qu'un nouveau projet de loi sera renvoyé à la Commission, le garde des sceaux, par l'intermédiaire du procureur général, fasse passer la Chambre criminelle de la Cour de cassation. (Interruptions et bruit.)

Même à ceux qui battaient des mains tout à l'heure, la chose paraît un peu forte. Il est clair que, jusqu'à nouvel ordre, si elle va jusqu'au gouvernement lui-même, la majorité de la Chambre des députés n'ira pas jusqu'à un « dessaisissement » de la section criminelle. En attendant, elle trouve que M. Massabau montre un peu trop d'impudence et elle écoute avec une certaine faveur M. Millerand, qui résume la publicité de l'enquête Maseau comme de la grande enquête à laquelle procède en ce moment la Chambre criminelle, la lumière, toute la lumière :

M. Millerand. — M. Massabau vient de tirer à la tribune la conclusion nécessaire du projet de loi du gouvernement. Il a pu au gouvernement de déposer un projet de loi, dont le premier résultat est d'interrompre le cours de la justice et de mettre l'affaire dans la politique, entre les mains de la Chambre. (Interruptions.) Soit. Mais puisqu'il a pu au gouvernement d'adopter cette attitude, il voudra bien supporter la conséquence de sa conduite ; la première, c'est que dorénavant, et personne ne s'en félicite plus que moi, il sera impossible de soustraire à la publicité publique, non seulement l'enquête Maseau, mais toute l'enquête criminelle.

Nous avons appris, il y a quelques jours, et je suis heureux que cela fut démenti par le gouvernement, que des difficultés s'élevaient entre le garde des sceaux et la Chambre criminelle de la Cour de cassation au sujet de l'impression de cette dernière enquête. Dès aujourd'hui ces difficultés ne peuvent plus exister. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.)

Il n'est plus possible qu'aucun des documents qui ont été recueillis, quel qu'il soit, échappe à la connaissance de cette opinion publique, derrière laquelle le gouvernement s'abrite dès la première phrase de l'exposé des motifs de son projet. C'est à elle que nous nous confions, nous aussi. Il est bien entendu que, quel que soit le sort du projet de dessaisissement de la Chambre criminelle, l'enquête à laquelle elle a procédé ne peut pas disparaître et doit être publiée. Tant pis pour ceux qui en souffriront ! (Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)

Il faut rendre justice à M. le président du Conseil ; sans rien perdre de sa sérénité native, il a acquis plus de malléabilité qu'il n'en avait à ses débuts. L'Arverne en lui s'est adouci et humanisé. Autrefois, il était calme, mais raide ; aujourd'hui, il est calme, mais souple. Il se rend compte de certaines nécessités et s'y plie sans obstination.

M. le président du Conseil. — Je ne comprends pas l'émotion de M. Millerand en face d'une question aussi simple à régler. (Interruptions.) Je parle, bien entendu, de la question de publication. (Très bien ! très bien !)

M. Millerand veut que l'enquête, dont nous donnerons toutes les pièces à la Commission, soit publiée et portée ainsi devant l'opinion. La Commission aura tout pouvoir pour ordonner cette publication et le gouvernement n'y mettra pas obstacle. (Très bien ! très bien !)

En ce qui concerne les difficultés qui se seraient élevées entre le gouvernement et la Cour de cassation au sujet de l'enquête et de la Chambre criminelle a demandé s'il n'était pas possible de faire imprimer l'enquête. Le garde des sceaux a fait observer que cette publication lui paraissait inutile. En effet, au moment où elle était demandée, cette publication n'avait pas de raison d'être, puisque les conseillers appelés à se prononcer avaient eux-mêmes participé à cette enquête. Mais aujourd'hui la question a changé de face. J'ai la conviction intime que la Chambre votera ce projet. (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Dufour (Indre). — La Chambre ne votera pas une nouvelle loi d'exception.

M. le président du Conseil. — Dans ces conditions, il devient nécessaire de mettre sous les yeux de tous les conseillers de la Cour de cassation les résultats de l'enquête que je poursuis, puisqu'ils auront à se prononcer sur ces documents, et il importe d'autre part de ne pas laisser perdre les résultats de l'enquête qui a été faite.

M. Marcel Habert. — Alors les magistrats sont suspects, mais leur enquête ne l'est pas ! (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le président du Conseil. — Nous discuterons le fond plus tard ; les objections se précéderont et le gouvernement s'efforcera d'y répondre.

En attendant, il demeure convaincu que la Chambre votera le projet. (Applaudissements.)

La discussion semble finie ; elle va recommencer sur un autre point qui a son importance. Le projet de loi sera-t-il

renvoyé à une nouvelle Commission, ou à celle qui avait été chargée d'examiner les propositions Rose et Gerville-Réache ? Des ses premiers mots, le gouvernement s'est prononcé pour cette dernière ; mais il rencontre ici, chez un certain nombre de députés, une opposition irréductible. Naturellement, c'est un algérien antisémite, M. Firmin Faure, qui ouvre le feu :

M. le président. — Je vais consulter la Chambre sur le renvoi du projet à la Commission déjà nommée.

Sur divers bancs. — A une Commission spéciale !

M. Firmin Faure. — M. Millerand a dit que le premier résultat du projet était d'interrompre le cours de la justice, et que le gouvernement devrait accepter toutes les conséquences de ce projet. Or, ces conséquences devraient être, aux yeux de M. Millerand, non seulement la publication de l'enquête du premier président Maseau, mais aussi la publication de l'enquête de la Chambre criminelle.

M. Marcel Habert a précisé la question quand il a dit : Les magistrats sont suspects, l'enquête ne l'est pas. Là est le nœud de la question. (Mouvements divers.)

Le gouvernement a-t-il l'intention, après le dépôt de son projet, de laisser les Chambres réunies statuer sur l'enquête de la Chambre criminelle déclarée suspecte ? Je suis d'avis que le projet du gouvernement doit être complet ; il est impossible que l'enquête commencée par des magistrats déclarés suspects soit continuée par eux. (Interruptions.)

Maintenant, j'exprime le regret que le gouvernement ait demandé le renvoi de son projet à la Commission déjà saisie de projets analogues.

M. Simyan. — Vous la trouvez aussi suspecte !

M. Firmin Faure. — Cette Commission a déjà fait connaître son opinion et a nommé son rapporteur. (Bruit.) Il me paraît que la Chambre devrait nommer une Commission spéciale.

Après une parole comme celle-là : « Les magistrats sont suspects ! » M. le garde des sceaux Lebreton ne pouvait guère se dispenser d'intervenir. On l'y poussait d'ailleurs de divers côtés. Il ne s'est pas fait tirer l'oreille et il a souligné des *mouvements divers* en faisant à la Chambre une déclaration qui, vous pouvez m'en croire, aura l'honneur de paraître cent et cent fois dans les polémiques du Parlement et des journaux.

M. le garde des sceaux. — Je ne puis accepter le langage qui vient d'être tenu. La Commission à laquelle vous allez renvoyer le projet aura entre les mains l'enquête de M. le premier président, elle en connaîtra les conclusions ; et dès à présent je puis dire que, si ces conclusions comportent des solutions générales, elles mettront hors de cause la sincérité et l'honorabilité des membres de la Chambre criminelle. — (Mouvements divers. — Bruit.)

Quelques députés ont manifesté qu'ils voyaient dans les paroles du garde des sceaux je ne sais quelle contradiction avec la décision que le gouvernement a prise et avec le projet de loi qu'il présente, car ils ont salué ce certificat de bonne vie et mœurs d'un : « Mais alors ? » très significatif.

Mais déjà M. Renault-Morlière, le rapporteur de l'ancienne Commission, de la Commission suspectée par M. Firmin Faure, était à la tribune et y tenait un langage très digne, très désintéressé, et très applaudi, sauf par la droite :

M. Renault-Morlière, rapporteur de la Commission. — Je demande la parole. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.) Je suis reconnaissant à ceux qui m'ont applaudi au moment où je montais à la tribune, mais je serai encore plus reconnaissant à tous mes collègues de faire le silence pour entendre la courte déclaration que j'ai à faire.

La Commission chargée d'examiner les propositions de MM. Gerville-Réache et Rose, dont je suis le rapporteur, estime qu'il ne lui appartient pas de prendre parti dans le débat soulevé par M. Firmin Faure. (Interruptions à droite. — Bruit.)

Une situation toute nouvelle résulte du dépôt de projet de loi présenté par le gouvernement.

Devez-vous renvoyer ce projet à une Commission spéciale ?

Devez-vous le renvoyer à la Commission déjà saisie ?

C'est une question qui regarde uniquement la Chambre. Nous croirions manquer au respect que nous lui devons en exprimant sur ce point une opinion quelconque.

En ce qui concerne le projet du gouvernement je serais bien embarrassé de faire connaître l'opinion de la Commission, puisqu'elle n'en a pas encore délibéré. Nous nous tenons à la disposition de la Chambre, et nous nous en rapportons à elle. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Bruit à droite.)

Il n'y avait plus qu'à voter. En fait de dessaisissement, la Chambre a décidé, par 346 voix contre 189, que l'ancienne Commission ne serait pas dessaisie et que le nouveau projet du gouvernement lui serait renvoyé.

Après cette échauffourée préliminaire, on est revenu au budget et on a consacré à cette importante machine cinq longues heures — à peu près perdues. On a énormément bavardé, sans grand avantage pour la chose publique. Chaque orateur promettait d'être bref, mais vous connaissez la fameuse plaidoirie de L'Intimé :

..... Il aurait plus tôt fait de dire tout vingt fois que de l'abréger un peu.

On s'est espacé à loisir sur des amendements d'apparence philanthropique, où les raseurs triomphent.

Divers orateurs de l'extrême gauche ont abordé des questions qui passionnaient les Chambres... sous l'Empire, mais qui, à cette heure, l'Affaire aidant, les laissent froides comme glace : la suppression des commissaires de police spéciaux, les fonds secrets, la suppression du budget des cultes. On n'a supprimé ni le budget des cultes, ni les fonds secrets, ni les commissaires de police spéciaux ; qui mouchardent spécialement les républicains ; c'est un républicain qui l'a dit. Victorieux sur toute la ligne, le gouvernement, représenté par M. Charles Dupuy, président du Conseil, et par M. Jules Légrand, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, a réuni une formidable majorité de concentration, qui ne ressemble pas complètement à celle qu'il rêvait.

La Chambre espérait se distraire un peu à l'occasion du budget des cultes dont le rapporteur est, comme chacun sait, M. Tourgnol, député de la Haute-Vienne, fort en vue depuis son affaire avec un journaliste ; mais M. Tourgnol a prononcé le discours anticlérical qu'on attendait de lui, et il n'en a pas fallu davantage pour lui assurer les bonnes grâces de la Chambre.

D'autres ont recommencé l'éternelle conférence sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A force d'être rabâchée, elle devient puérile et banale. Sans compter

que chacun y invoque et y interprète l'histoire à sa façon. Ad ! l'histoire commentée par deux adversaires politiques ! Comme ils l'arrangent ! Comme chacun d'eux tire à soi la couverture ! On croit assister au duel de deux Loriquets.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

Après l'adoption des projets modifiant l'organisation des régiments de zouaves et de tirailleurs algériens, le Sénat met la dernière main à la préface du traité franco-italien.

M. Gauthier s'en prend aux futilités étrangères, car sa bonté s'étend sur tous nos tonneliers en même temps que sur tous nos viticulteurs. Il entend, il exige qu'on les protège par une élévation de tarif.

M. Chandeze, directeur du commerce extérieur, s'efforce, sans y réussir, de le rassurer : « La tonnellerie nationale ne court aucun péril ; ce sont des futilités françaises qui font la navette. » Mais l'imprudent ajoute : « Si l'on introduisait le vin dans un fût en fer, on payerait le droit sur le fer », et s'attire cette riposte sévère, mais juste, de M. Monis : « Alors, tout pour la métallurgie ! » Néanmoins, M. Gauthier succombe ; 176 voix contre 75 invident la tonnellerie nationale à repasser. Les protectionnistes ont leurs papiers.

M. Taulier s'attaque alors aux raisins de table ; ne touchons point aux chasselas nationaux de Fontainebleau ! Il le défend avec une grande abondance d'arguments ; mais les chasselas partagent le malheureux sort de la tonnellerie, et l'on met le point final à la préface.

P. B.

Autour des Chambres

La loi de dessaisissement

Le ministère a officiellement saisi la Chambre du projet de loi dont il avait, samedi, annoncé le dépôt. Il introduit, dans le texte primitivement adopté en Conseil, deux modifications : d'abord, la Cour plénière statuera dans tous les cas ; ensuite, la revision étant décidée, le jugement au fond devra être rendu par une Cour ou un Tribunal.

Beaucoup de monde et beaucoup de bruit, dans les couloirs, avant la séance ; puis, un grand calme, du moins dans le salon de la Paix. Il en allait autrement, nous assure-t-on, dans ces réduits mystérieux où les députés seuls pénètrent. Là, on discutait avec animation et avec cette franchise relative dont les représentants usent entre eux lorsqu'ils sont défendus par de solides cloisons contre les indiscrets du dehors.

On avait, d'abord, discuté dans les groupes ; mais, de toutes ces petites séances qui précèdent la grande, une seule, celle des républicains progressistes, présente un intérêt qu'elle emprunte aux observations de M. Barthou, son président.

Opposé, en principe, à toutes les lois de circonstance et d'exception, il les regarde comme absolument contraires aux traditions du parti républicain. C'est, d'ailleurs, en se plaçant sur ce même terrain que le ministère actuel a combattu la proposition Gerville-Réache, aux applaudissements de la Chambre.

Il se peut que l'enquête de M. le président Mazeau ait modifié l'opinion et l'attitude du gouvernement ; mais il doit alors, pour éclairer le Parlement, lui faire connaître les conclusions et les éléments de cette enquête. On certains magistrats ont manqué à leur devoir, et il faut aller jusqu'au bout de leurs responsabilités, ou leur honorabilité professionnelle et personnelle est mise hors de cause, et, dans ce cas, le garde des sceaux a l'impérieux devoir de les couvrir, de les défendre, au lieu de les disqualifier par un dessaisissement qui sert de prétexte aux plus violentes injures.

M. Cruppi partage les répugnances de M. Barthou pour les lois d'exception ; il votera néanmoins le projet du gouvernement, à la condition que celui-ci s'engage à protéger la magistrature contre de nouvelles injures.

Après un échange d'observations entre MM. du Perrier de Larsan, Rose, Méron et Gévelot, le groupe décide qu'il acceptera les propositions du gouvernement. Il convient de dire que la réunion comptait tout juste trente-cinq membres ; vingt ont voté dans le sens que nous venons d'indiquer, huit dans un sens contraire, et sept se sont abstenus. Les nationalistes et les antisémites ont également délibéré. Partisans du projet ministériel, ils décident cependant de subordonner leur attitude aux incidents qui pourront se produire au cours des débats.

Enfin, la réunion plénière des radicaux et des socialistes a simplement ratifié la conduite à tenir et les déclarations à faire au début de la séance qui allait s'ouvrir.

Qu'advient-il du projet de dessaisissement ? Que fera la Chambre ? Que fera le Sénat ?

Au Palais-Bourbon, les propos échangés dans les réunions des groupes ne sauraient fournir une indication précise et, dans les couloirs, les avis sont partagés.

Les ministériels président au gouvernement une majorité de cent voix ; à les en croire, beaucoup de ceux qui protestent contre les lois de circonstance voteront cependant celle-ci, la mort dans l'âme.

Une autre cloche rend un autre son : rien n'est moins certain que l'adoption du projet de loi.

Enfin, une troisième opinion se fait jour : la discussion sera orageuse, la victoire disputée, l'issue incertaine. Et ceux qui font ces prédictions ajoutent : « Si le gouvernement avait sa majorité en main, il ne serait pas revenu sur sa décision première, sur celle qu'il annonçait samedi et qui consistait à faire élire par les bureaux une nouvelle Commission. S'il s'est résigné à conserver l'ancienne, bien qu'il la sache hostile, c'est qu'il prévoyait un échec. »

Enfin, M. Bourgeois, qu'on entoure et qu'on interroge, déclare à haute voix : « Si les faits constatés par l'enquête sont graves, je voterai cette loi que je regarde comme révolutionnaire ; si l'enquête est autre, je la combattrai. »

Au Luxembourg, un grand calme règne et l'on n'entrevoit, dans les couloirs, que de rares sénateurs. Ennemis

des indiscretions, ils se retranchent dans la salle des Fêtes.

D'abord, les groupes délibèrent.

La gauche républicaine et le centre gauche déclarent qu'il n'y a pas lieu de provoquer une réunion plénière : la gauche démocratique prend une décision contraire et l'union républicaine s'en remet à son bureau.

En ce qui concerne le projet de dessaisissement, le centre gauche statuera plus tard ; l'union républicaine se prononce « contre toute loi de circonstance ayant pour objet de modifier, en cours d'instance, la composition du Tribunal saisi » ; la gauche démocratique « maintient sa résolution antérieure contre la proposition Bisseuil, la seule qu'elle connaisse officiellement. »

Le projet de loi ministériel rencontre au Luxembourg une forte opposition. Est-elle irréductible ?

Les amis du gouvernement répugnent à la croire et ils donnent, de leur optimisme, les raisons que voici : Les sénateurs vont se trouver en face, non plus de la proposition Bisseuil, mais d'un projet du gouvernement, que le président du Conseil soutiendra avec énergie. Ils reculeront devant une crise ministérielle et devant un conflit entre les deux Chambres. Quelques-uns ajoutent : « Sans doute, les juristes ont raison, le projet ministériel est difficile à défendre ; mais le pays ne comprendra jamais qu'on refuse d'accroître le nombre des juges. »

On répond à cela : « Mais si le ministère ne l'importe, au Palais-Bourbon, qu'à une faible majorité, où se grouperont les éléments les plus divers ; si des amendements donnent à son projet une autre signification, une autre portée, d'autres conséquences ; si la crainte se fait jour de sacrifier à un expédient douteux les principes les plus certains, les sénateurs seront singulièrement encouragés dans leur résistance. »

En attendant la bataille, la Commission va fabriquer les cartouches. Rappelons que cette Commission est ainsi composée : MM. Christophle (Orne), président ; Jean Cruppi, secrétaire ; Renault-Morlière, rapporteur ; Berthelot (Haute-Savoie) ; Emmanuel Arène, Gras (Drôme), Peronneau, Delarue, Arthur Leroy, Dérivière-Desgardes, Roch.

Elle se réunira aujourd'hui, à deux heures et recevra communication du rapport de M. Mazeau.

On lui prête l'intention d'entendre, après avoir examiné ce document, le premier président de la Cour de cassation, M. Quesnay de Beaurepaire, MM. Loew, Bard et Dumas.

Elle enquêtera les enquêteurs et prendra toutes les précautions nécessaires pour établir solidement son opinion et, ensuite, éclairer la Chambre.

Paul Bosq.

NOTES D'UN PARISIEN

Il neige,
Il neige,
Nous gelotons,
Nous gelotons !

Quelle aimable chose que l'association des idées ! Je ne puis voir tomber la neige, sans me rappeler ce refrain autrefois entendu à la Gaité, dans une fée. La scène était remplie de ce qu'il est convenu d'appeler un essaim de jolies filles. Elles avaient, contre le froid, un costume tout à fait charmant : un petit bonnet d'astrakan sur la tête, les mains dans un manchon, et les jambes dans un maillot — le vrai costume qu'il faut quand il neige.

Il tombait sur elles, bien entendu, des flocons de petits papiers coupés en morceaux : c'est ainsi qu'on représente la neige au théâtre, et cela l'on rend très supportable. La salle étincelait de lumière, et rien n'était gentil comme ce ballet de la neige, en pleine chaleur et en pleine gaieté. J'en ai conclu que le théâtre n'est pas, autant qu'on le dit, l'image de la vie. Ce n'est pas tout à fait ainsi, en effet, que la neige se présente dans nos rues de Paris.

Elle a fait, hier, son apparition. A travers la fenêtre bien close, devant un bon feu qui pétillait, elle est aimable à voir et elle vous met au cœur une mélancolie très douce. Mais, sitôt dans la rue, cela devient bien vite de la tristesse : toute cette nappe blanche, silencieuse sous les pieds, donne l'impression de l'hiver en venant. Et, sous les portes, les pauvres mendicants courbés la tête sous les petits flocons qui ne sont pas en papier. Et c'est du fond du cœur, sans avoir envie de chanter ni de rire, qu'ils peuvent reprendre le refrain :

Il neige,
Il neige,
Nous gelotons,
Nous gelotons !

E.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les misères recommandées par le *Figaro* :

G. J. R. (25 fr. pour Mme veuve Puteaux. 25 fr. pour Mme veuve Sellier), en tout, 50 fr. — M. P. A. (25 fr. à chacune des deux familles). — France. — Léon Cléry (30 fr. à chaque famille). — 40 francs. — A. Collobrier, pour le jeune Colombier, 40 francs. — L. M. (pour la veuve Puteaux, 20 fr. ; pour la veuve Sellier, 40 fr.), 30 francs.

LA NEIGE

Les Parisiens commencent à concevoir le doux espoir que l'hiver ne se ferait pas sentir cette année. On se disait que Paris allait être envahi par la neige, pour la température.

Aujourd'hui travaillent la Commission mixte d'hospitalisation des aliénés et la Commission d'enquête des tramways projetés.

Le chef du service d'architecture du département de la Seine vient d'envoyer au musée Carnavalet six vues de Mazas et douze de Sainte-Pélagie.

M. Victorien Sardou appelle l'attention de la Commission du Vieux-Paris sur un ancien puits situé rue de l'Yve-Marie, dernier souvenir d'un théâtre installé par Molière dans le jeu de paume de la Croix-Noire. C'est, dit-il, sur la margelle de ce puits que les comédiens venaient refaire leur figure au sortir de la scène.

La Commission remercie M. Sardou de sa communication et va la mettre à l'étude.

L'émouvant amour dramatique, qui est à la fois un archéologue très distingué, pense qu'il est beaucoup plus intéressant de laisser les vestiges, quels qu'ils soient, des temps passés, dans les endroits où ils se trouvent, quand ils n'y ont aucun danger, que de les transporter dans les musées.

Cet avis prévaut.

Il se trouve que les fouilles présen-

pendant quelque temps, mais qui avait rompu avec lui ces jours derniers, Barriol lui rendant l'existence insupportable.

Barriol s'emporta en violentes récriminations contre Blanche Buisson et, aveuglé par la fureur, il frappa la jeune femme de plusieurs coups de couteau. Puis, avant qu'on pût s'y opposer, il prit la fuite.

La victime a été transportée à l'hôpital Bichat. Son état est très grave.

La veille, vers onze heures du soir, à la suite d'une querelle ayant également la lousie pour mobile, une femme de vingt-deux ans, Blanche Vilard, a porté deux coups de couteau à un palefrenier, nommé Louis Chapel, âgé de trente-deux ans. La scène s'est passée dans un débit de vins de la rue Champannet.

Le blessé, après avoir été pansé dans une pharmacie, a été, sur sa demande, ramené à son domicile.

La femme Vilard a été mise à la disposition de M. Dupuis, commissaire de police.

LE DRAME DU PASSAGE TIVOLI

Le 8 décembre dernier, nous racontions qu'un sieur Joseph Weiss, cordonnier, 40, passage Tivoli, tenait d'assassiner sa maîtresse, Marie Grégoire, en la frappant de plus de vingt coups de couteau et de tranchet.

La victime fut transportée à l'hôpital Beaujon, et M. Lemercier fut chargé d'instruire cette affaire.

Le magistrat n'avait pu que commencer son enquête, étant donné l'état de la victime. Il la continuera aujourd'hui en procédant tout d'abord à l'interrogatoire de Marie Grégoire qui a quitté l'hôpital, hier, complètement guérie de ses multiples blessures.

Me Antony Aubin, avocat de Peugniez, l'assassin de Saint-Maurice, s'est rendu hier, à trois heures de l'après-midi, à la Présidence de la République.

Le chef de l'Etat, auquel il demandait d'user de clémence en faveur de son client, a promis d'examiner une dernière fois, très attentivement, le dossier du condamné. Il est peu probable que M. Félix Faure use de son droit de grâce, comme il l'a fait, ces jours derniers, pour Dehlander.

BRÛLÉ VIF

M. et Mme Henri Colinet habitent, depuis quelque temps, 25, rue Troussard, avec le père de M. Colinet, âgé de quatre-vingt-neuf ans, employé retraité des postes.

Avant-hier soir, avant le dîner, M. et Mme Henri Colinet sortirent ensemble pour faire quelques courses dans le quartier. Quand ils revinrent, ils trouvèrent le vieillard, qu'ils avaient laissé assis sur un fauteuil près de la cheminée, étendu sur le parquet, devant le foyer. Ses vêtements s'étaient enflammés et le pauvre vieux était horriblement brûlé.

Malgré les soins dont il a été l'objet, il n'a pas tardé à succomber.

ACCIDENTS

Un cultivateur de Pantin, M. Paul Caillet, âgé de quarante-huit ans, remontait, hier matin, la rue Réaumur dans une voiture qu'il conduisait lui-même. Le cheval glissa et s'abattit.

M. Caillet, précipité sur la chaussée, tomba si malheureusement qu'il se fractura le crâne. On le releva et on le transporta dans une pharmacie où il mourut pendant qu'on lui donnait des soins.

M. Alphonse Desclaux, âgé de cinquante-deux ans, rentier, de passage à Paris, a fait, hier matin, une chute en traversant le boulevard Sébastopol. Il s'est cassé le bras droit et grièvement blessé à la tête.

Après avoir reçu un pansement sommaire dans une pharmacie, M. Desclaux a été conduit à l'hôpital. Son état est inquiétant.

Un plafoir fraîchement ourdi s'est écroulé avant-hier, à l'annexe de l'Institut Pasteur, rue Dutot, sur un maçon, Jean Debrieux, âgé de cinquante ans.

Cet ouvrier, dont le bras gauche a été fracturé, a été transporté à l'hôpital Necker.

Jean de Paris.

Memento. — Un homme d'une quarantaine d'années s'est jeté, hier matin, dans la Seine, au quai de Passy. Le corps entraîné par le courant n'a pu être retrouvé.

J. de P.

L'influenza

L'influenza n'est que la forme maligne de la grippe vulgaire, qui revêt parfois un caractère des plus infectieux. Le germe est une bactérie d'une énergie toxique tout à fait particulière. L'air humide est particulièrement favorable à la transmission du germe morbide.

Comment éviter grippe et influenza ? Tout simplement en se protége

fort cahoté. Il perd 33 centimes à 93 70 après 93 65 et 94 12. Les autres valeurs étrangères sont délaissées. Le 3 0/0 1896 à 94 30, le Turc C à 87 85, le Turc D à 83 80, la Banque ottomane à 553, le 4 0/0 brésilien à 61 65, le 5 0/0 à 72, la Minas Geraes à 344, l'Esperito Santo à 317, etc. Ce sont des différences tout à fait sur samedi.

Même manque de variations sur les établissements de crédit, dont l'ensemble est ferme, surtout au comptant. Les obligations du Crédit foncier continuent à être très demandées. Il est de même, du reste, des obligations de la Ville de Paris, et surtout de l'obligation 1894-96, qui est en avance. Vous savez qu'on l'obtient sans passer par la Bourse, en s'adressant directement à l'Hôtel de Ville, aux maires, aux trésoriers, aux receveurs de finances et aux grands établissements de crédit.

Le Lyon perd 4 fr. à 1,941, le Midi 6 fr. à 1,404. Pas de changements sur les Charbonniers réunis à 1,475, le Gaz à 1,200, l'Oural-Volga à 545, les Voitures à 655. La Thomson-Houston perd 14 fr. à 1,350, la Sonovie 18 fr. à 1,492. La Cienfuegos à 895 gagne 5 fr. Tout le reste est calme.

Le Boursier.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 30 Janvier

L'assassinat de Maubuge

MAUBUGE. — L'enquête se poursuit sur l'assassinat de Mme veuve Favier, que plusieurs journaux ont donné à tort comme parente très proche du général de ce nom. Fiac, le domestique soupçonné du crime, n'a pas fait d'aveux. Mais ses protestations sont moins vives et les déclarations qu'il a faites permettent de croire qu'il ne tardera pas à se reconnaître coupable, et peut-être à dénoncer un complice.

Il résulte de l'enquête que le neveu de Mme Favier, auquel Fiac attribue l'assassinat, n'est arrivé à Maubuge que le mardi à midi, alors que l'assassinat avait eu lieu le matin.

L'explosion de la cartoucherie militaire

DOUL. — Deux des victimes de l'explosion de la cartoucherie militaire, l'artificier Gruet et le sous-chef artificier Colonne ont succombé, le premier dans la nuit de dimanche et le second ce matin, après d'horribles souffrances.

L'état de la troisième victime reste inquiétant.

Accident de chasse

ANGERS. — M. Cornilleau, maire de Durtal, vient d'être victime d'un terrible accident.

Il était, vendredi, à la chasse avec un ami, quand celui-ci, voulant désarmer son fusil, lui envoya la charge dans la cuisse. M. Cornilleau a succombé hier aux suites de sa blessure.

Par suite d'un défaut d'alignement, un train de marchandises a été tamponné en gare de Segré par le train omnibus venant d'Angers.

Plusieurs wagons ont été brisés. Un voyageur a eu la tête contusionnée.

Le flic et les congrégations

VIENNE. — Sur les poursuites de M. Perrin, directeur de l'enregistrement à Grenoble, les immeubles appartenant aux Religieuses de Notre-Dame de Saint-Antoine ont été saisis par le ministère de M. Vivant, huissier, après refus par ces Religieuses d'acquiescer les droits d'accroissement. L'adjudication des immeubles saisis aura lieu au Tribunal civil de Saint-Marcellin, le samedi 25 février à neuf heures du matin, sur la mise à prix de sept mille francs.

Les Religieuses de Saint-Antoine sont très aimées dans le pays où, depuis de nombreux années, elles soignent les malades.

Le sacre de Mgr Guérard

COUTANCES. — Le sacre de Mgr Guérard, évêque de Coutances, est définitivement fixé au 2 février, à Rennes.

Le cardinal Labouré sera le prélat consécrateur. Son Eminence sera assistée de Mgr Dubourg, évêque de Moulins, et de Mgr Le Roy, évêque d'Alinda.

Seront en outre présents : NN. SS. Latouche, évêque de Vannes ; de Bonifis, évêque du Mans ; de Nordez, évêque de Dijon ; le R. P. dom Vital, abbé de la Trappe de Briouze ; NN. SS. Durel, vicaires capitulaires ; Legoux, protonotaire apostolique ; de Durfort, du Mans, et Collet, curé de Saint-Servan.

On espère la présence de l'archevêque de Tours. Mgr Jourdan de La Passaderie s'est fait excuser pour raisons de santé.

Après la cérémonie du sacre, Mgr Guérard ira processionnellement de la métropole à l'église Saint-Sauveur où il fut jadis vicaire.

Un déjeuner sera servi ensuite à Saint-Vincent aux invités du nouveau évêque.

La maladie de Mlle Laferrère

ALGER. — On se souvient du duel cruel qui frappa M. Laferrère, le gouverneur général de l'Algérie, en la personne de son jeune fils, enlevé en quelques heures par le typhus.

Dans toute la vivacité de sa douleur, M. Laferrère concevait encore de nouvelles inquiétudes au sujet de sa fille, atteinte dangereusement aussi du redoutable mal, et

qu'il paraissait impossible de transporter hors du Palais d'Hiver, dont l'atmosphère était, d'après le rapport des médecins, empoisonnée par les germes mortels.

L'état de santé de Mlle Laferrère est devenu aujourd'hui presque satisfaisant, la température est bonne, et la convalescence est en progrès. Dans quelques jours, Mlle Laferrère pourra être transportée à El-Biar, villa Olivier, où tout est prêt pour la recevoir, et sans aucun doute l'air excessivement salubre de cette coquette villégiature rétablira complètement, avant peu, l'intéressante malade.

Bagarras entre civils et tirailleurs

PHILIPPEVILLE. — Hier, vers trois heures de l'après-midi, une discussion s'éleva dans un débit entre des Napolitains et des tirailleurs indigènes.

Une hostilité sourde régnait depuis quelque temps entre les tirailleurs et la population italienne. La bagarre commença à trois heures dans la buvette italienne Troffa, située près du marché. Un soufflet fut donné à un tirailleur par un Napolitain, pour lequel les autres Italiens prirent parti, le couteau à la main. Les soldats se défendirent sans désemparer ; un caporal de tirailleurs français réussit même à arrêter la rixe, mais les Italiens le frappèrent, le blessèrent au front et lui enlevèrent sa baïonnette.

Les soldats voulurent alors dégager leur chef et reprendre son arme. Quatre tirailleurs et deux civils furent blessés. La nouvelle répandue que les Napolitains poussaient des cris hostiles à la France surexcita les soldats indigènes qui, vers six heures, parcoururent le quartier italien, arrêtant ceux soupçonnés d'être étrangers, exigeant le serment qu'ils étaient Français et malmenant ceux se disant Italiens.

Les bagarras recommencèrent, et c'est alors que l'Italien Vincent Pinardo fut tué d'un coup de baïonnette et que les quatre autres furent blessés légèrement ; un enfant fut atteint par le ricochet d'une pierre.

Pinardo laisse cinq enfants.

A huit heures, le calme était complètement rétabli.

Vingt enfants noyés

KENIGSBURG (Prusse). — La Gazette de Hartung rapporte qu'au village de Warphun, près du Rhin, pendant qu'une bande d'enfants se livrait au patinage sur un étang, la glace se brisa sous eux. Une vingtaine d'enfants seraient noyés. Les détails manquent.

Argus.

LA SAISON LYRIQUE A MONTE-CARLO

Dans quelques jours, le théâtre de Monte-Carlo va ouvrir sa nouvelle campagne lyrique. On en est aux derniers préparatifs. Une activité fiévreuse anime la scène : ici, les électriciens achèvent d'expérimenter le nouveau jeu d'orgue qui permet de multiplier les combinaisons de lumière ; là, une équipe de manœuvres, sous les ordres du chef machiniste de Bayreuth, plante les décors neufs ; ailleurs, les costumiers taillent, cousent, essaient, ajustent ; dans les danseuses, au foyer, s'exercent aux points et régent les troupes. C'est un vrai mouvement de ruche.

L'orchestre, les troupes n'est pas moins intense : les partitions, fouillées jour par jour dans leurs moindres recoins, livrent tous leurs nuances.

Sur les planches, au heures d'ensembles, M. Raoul Gunsbourg manie les masses chorales, remue la figuration et s'attache à la faire participer au drame. L'infatigable directeur va, vient, se prodigue, avec la même recherche du relief qu'aux jours où il mettait en scène *Tristan et Yseult*, la *Damnation de Faust*, *Don Juan*, *Fidelio* (avec une distribution que l'Opéra-Comique a reprise), *Amy Robart*, *la Jacquerie* ; les deux opéras du regrette maître César Franck, *Hulda* et *Giselle* ; *Moïna*, et tant d'autres œuvres classiques ou nouvelles.

Chaque année, en février et en mars, c'est-à-dire dans les deux mois de grande saison, la scène monégasque tend de plus en plus à devenir un véritable théâtre d'art.

Depuis que les représentations d'opéra sont directement placées sous le patronage de LL. AA. SS. le prince et la princesse de Monaco, il est tout naturel qu'on s'y efforce de les rendre dignes de ce haut patronage, et, pour cela, d'atteindre à toute la beauté désirable.

Il est juste d'ajouter que l'on y dispose de moyens qui permettent toutes les tentatives.

Tout d'abord, on possède un orchestre nombreux, composé de musiciens qui, vivant toute l'année dans un pays calme et n'étant pas dérangés, comme on l'est ailleurs, par le mouvement des grandes villes, n'ont à s'occuper que de musique, s'y tiennent constamment exercés et, accoutumés qu'ils sont de jouer ensemble

ble tous les jours, présentent un corps d'une parfaite cohésion que leurs chefs n'ont aucune peine à manier.

Quant aux deux chefs d'orchestre, l'un, M. Léon Jehin, musicien sûr, habitué à conduire l'exécution des Symphonies, du répertoire wagnérien, et des œuvres modernes, est chargé des représentations françaises et y apporte son expérience et son autorité ; l'autre, le maestro Vigna, a le soin des représentations italiennes et y apporte sa connaissance du style italien.

Pour interprètes, on choisit, parmi les artistes de France, d'Allemagne, d'Italie, ceux que leurs récentes créations ont mis en plus grande valeur : on groupe des chanteurs et des cantatrices qui jamais encore ne parurent à côté les uns des autres. On obtient ainsi des distributions remarquables et curieuses qui ne se rencontrent guère ailleurs et qui donnent, en grande partie, au théâtre de Monte-Carlo, son caractère spécial et son originalité artistique.

La princesse Alice — que ses goûts entraînent vers toutes les manifestations intellectuelles — s'intéresse particulièrement à ces soirées lyriques, et, entre autres influences heureuses, elle y donna une impulsion décisive vers l'appropriation de la mise en scène avec le génie de chaque œuvre. Grâce à cette orientation, aucun détail, même minutieux, n'est négligé, et, décors, costumes, accessoires, animation, tout se combine pour que pas une étincelle du rêve des auteurs ne soit perdue, et que leurs œuvres soient intégralement réalisées.

Sans entrer dans les menus détails du programme, nous pouvons annoncer, au nombre des opéras qui seront représentés cet hiver à Monte-Carlo : *Otello*, *Moïna*, *Faust*, *Aida*.

Mme Rose Caron, à qui sa création d'*Amy Robart* sur la scène monégasque a valu un légitime succès, incarnera, dans quelques jours, la tragique et touchante *Moïna*. L'intérêt sera vif de voir cette cantatrice de style pur, et d'expression profonde, dans le personnage poétique et dramatique de la jeune héroïne d'Irlande.

Tamagno, que Paris a fêté quelques soirs comme l'un des plus prodigieux ténors, et qui, chaque année, donne son répertoire à Monte-Carlo, paraîtra dans *Otello* et dans *Aida*.

Mme Héglon, Mme Macintyre (de Covent-Garden), Mlle Georgette Leblanc, MM. Gossira, Vergnet, Bouvet, Melchissédec, Soulaux, Badiali, Boudouresque, père, Vincho, Doria, d'autres encore, telle est la phalange d'artistes que le théâtre de Monte-Carlo réunira cet hiver.

Le clou de la saison sera la première représentation de *Messaline*, de M. Isidor de Lara. Le poème est de MM. Armand Silvestre et Eugène Morand. Les noms des auteurs et leur renommée éminentement une intéressante tentative d'art.

Sans vouloir rien préjuger de cet ouvrage, on peut néanmoins être assuré que les deux poètes de *Grisélidis* et *Olympie* — qui ont ressuscité avec un charme profond et une vérité lyrique des époques disparues et des âges de jadis — n'auront pas manqué de faire revivre, dans un drame puissant, la célèbre Impératrice et la grande cité antique, et que M. Isidor de Lara, dans les précédentes œuvres prouvant la passion dramatique, a su chanter avec véhémence ces passions et peindre à larges touches cette fresque.

Ses deux principaux rôles ont été confiés à Tamagno et à Mme Héglon.

Tamagno y interprétera un rôle très important de gladiateur. Il le travaillera depuis longtemps avec le plus grand soin, s'y est donné tout entier, compte en faire une de ses plus artistiques interprétations, et affirme lui-même que jamais dans sa carrière artistique, à part *Otello*, il n'a rencontré un rôle qui s'adapte si entièrement à sa nature et qui lui permette de faire pleinement valoir tous ses moyens. Un détail plein d'intérêt : c'est la première fois que le grand ténor italien créera une œuvre française.

Messaline, ce sera Mme Héglon. Le succès récent de cette tragédie lyrique dans le rôle de Dalila est d'un excellent augure pour sa prochaine création. Le grand souci qu'elle apporte à la composition de chacun de ses rôles, sa beauté sculpturale, sa recherche du costume exact, des attitudes justes, de l'expression vraie, tout cela promet une Messaline fort intéressante. M. Rochegrosse a peint plusieurs toiles représentant Mme Héglon dans le personnage de la voluptueuse Impératrice : ce sont de véritables portraits, avec des costumes magnifiques, des bijoux de toute sorte, que le grand peintre a reconstitués avec la col-

laboration de plusieurs éminents archéologues.

Quant à la partie décorative, les mêmes archéologues ont été consultés, et c'est sur leur avis certain que l'on a établi les maquettes des décors, exécutés par les plus célèbres décorateurs de Paris et de Milan. On a apporté les mêmes soins pour tous les modèles de costumes, d'armures, d'orfèvrerie, et des plus minimes accessoires : c'est M. Eugène Morand lui-même qui s'est chargé de cette tâche, avec toute la compétence d'un érudit, et son goût artistique. On peut donc s'attendre à une reconstitution historique aussi documentée que possible, à une féérique évocation de la Rome des Empereurs.

Telle, dans ses grandes lignes, s'annonce la nouvelle saison lyrique. A n'en pas douter, elle sera de haut caractère et maintiendra la haute renommée du théâtre d'art qu'est devenu le théâtre de Monte-Carlo.

Un témoin.

LES THÉÂTRES

Comédie-Française : Mercadet (reprise).

Balzac était mort, lorsque, en 1851, on joua sa comédie *Mercadet*. Et, pour la représenter, on voulut que d'Henry y mit la main. Il le fit de façon discrète et adroite. Simplement allégée de détails inutiles, l'œuvre de Balzac est restée, en somme, telle qu'il l'avait conçue, au moins en ses parties essentielles.

Toutes les fois qu'on a joué *Mercadet*, la comédie a plu ; mais elle n'a jamais passionnée. Ceci, tout simplement, je pense, parce que *Mercadet* est la comédie de l'argent, à laquelle ne se mêle aucune histoire sentimentale d'amour, longuement développée. Or, il y a, dans le public, deux sortes de gens : ceux qui ne connaissent pas les drames que l'argent met dans les existences et qui, par cela même, ne sont pas très émus par les peintures de ces drames, qu'ils ignorent ; et ceux qui en savent les angoisses et en ont souffert, mais qui vont au théâtre pour se distraire et l'oublier, préférant, en général, qu'on leur parle d'autre chose. De là, cette commune résultante, que la pièce, admirable en certains de ses parties, n'a jamais eu la vogue persistante des histoires d'amour racontées au théâtre. Le public n'aime qu'à moitié qu'on lui montre les réalités de la vie. Et encore Balzac a-t-il évité de montrer les amertumes de la comédie de l'argent. Son *Mercadet* reste une sorte de Robert Macaire gai et bon enfant.

En tout cas, la Comédie a bien fait de reprendre *Mercadet* et je suis très heureux du succès obtenu. Car la comédie et le drame de l'argent sont bien le drame et la comédie de notre époque, qui ne vit presque plus que pour lui. On ne saurait trop montrer aux heureux la lutte terrible de ceux qui se débattaient avec ce tyran, et montrer aussi à ceux-ci, dans cette lutte, il faut savoir rester honnête. Cette morale, je le sais, ne se dégage pas bien directement de la comédie de Balzac. Mais on l'y doit trouver, cependant, une œuvre de cette valeur ne pouvant pas rester purement anecdotique, c'est-à-dire inférieure. En tout cas, il y a une leçon pratique à tirer de *Mercadet*. Si ce déshérité disait à ses créanciers, qui le harcèlent : « Je suis un honnête homme, je travaille, je vous paierai si vous m'en laissez le temps », ce discours ne serait pas écouté. Mais il leur ment, il leur « monte des bateaux », il leur jette de la poudre aux yeux et, devenant indolent, il triomphe d'eux. N'est-ce pas l'histoire, encore vraie, plus vraie que jamais, du crédit à Paris, difficile, impossible souvent à obtenir pour les travailleurs honnêtes et qui va s'offrir aux espèces ?

L'originalité de *Mercadet*, c'est que ce « faiseur » — c'est le sous-titre de la pièce — ne devient pas un demi-flou pour satisfaire à quelque vice, à quelque passion. C'est un bon mari qui, lorsqu'il le peut, cache à sa femme les tourments de son existence et, par affection pour elle, en fait sa première dupe. C'est un bon père qui, aveuglé par cette funeste pensée — règle de trop d'existences — que l'argent est tout, veut assurer le bonheur de sa fille en la faisant riche. On a contesté la vérité de ce caractère et ce doublement d'un personnage qui est honnête homme en tout, sauf en affaires. Je ne connais pas, cependant, de type plus vrai et je dirai même plus répandu dans notre société. La vérité, c'est que le monde des affaires (et c'est là un péril et un abaissement de notre époque) s'est créé une morale

particulière, ayant pour base et pour norme uniques la légalité, qui se fait très volontiers complice de toutes sortes de violences morales. Aussi puis-je dire que *Mercadet*, qui semble, par l'outrance pittoresque de son personnage, être une invention de poète, quelque chose comme un Numa Roumestan de la Bourse, on le connaît, on le rencontre chaque jour, et l'accoutumance seule nous empêche de voir ce qu'il y a, à tout à la fois, de misérable et de redoutable en lui.

La fable de *Mercadet*, très simple et très connue, n'a besoin que d'être rappelée en deux mots. Manieur d'argent, lanceur d'affaires, *Mercadet*, passant pour très riche, a été ruiné par la fuite d'un associé, Godeau, en qui il a eu confiance. Car c'est encore un phénomène ordinaire aux hommes d'argent — phénomène souvent justicier — que, méfians comme des renards à l'endroit des honnêtes gens, ils ont des confiances extraordinaires en des aigrefins. *Mercadet*, ruiné, veut tenir le coup, pour maintenir son crédit. Il y réussit presque, grâce à des efforts constants et à des inventions géniales. Les scènes qui le mettent aux prises avec ses créanciers sont des merveilles d'esprit. De plus, *Mercadet* imagine de se tirer d'affaire en mariant sa fille avec un gentilhomme (*Mercadet* de la naissance et du nom) qui est également ruiné, dissimule sa ruine à force d'esbrouffe et croit *Mercadet* riche. Quand les deux compères s'avisent qu'ils se dupent réciproquement, loin de se fâcher, ils imaginent un coup d'une moralité des plus douteuses. Le gentilhomme se donnera pour l'associé Godeau revenant d'Amérique, enrichi, et *Mercadet*, retrouvant son crédit grâce à cette ruse déshonnête, se remettra sur pieds... Mais voilà que, par un coup du sort assez invraisemblable, mais qui est un bon coup de théâtre, Godeau revient effectivement et rapporte son argent à *Mercadet*. Celui-ci payant à guichet ouvert, tout le monde le tiendra pour honnête homme, n'en doutez pas, et ne doutez pas davantage qu'il ne se considère bientôt lui-même comme tel !

Le personnage de *Mercadet*, créé par Geoffroy, a tenté beaucoup d'acteurs à la Comédie. M. Got le reprit, en dernier lieu, et y fut excellent. Il est, aujourd'hui, tenu par un de ses meilleurs disciples, M. de Féraudy, qui a sur-tout mis en relief la belle humeur de *Mercadet*. Peut-être n'a-t-il pas assez marqué une nuance du rôle — très délicate, je le reconnais — qui consiste à nous montrer dans ce « faiseur » une sorte de bonne foi qui lui vient d'une espérance passionnée dans le succès final de ses combinaisons, et qui fait son excuse. Le rôle difficile, malgré l'apparence, de *La Brive*, le prétendu à tout faire, a été distribué à M. Baillet qui y a été excellent. Selon une habitude qui tend à s'établir, et qui a de l'agrément, les personnages de *Mercadet* sont costumés d'après la mode surannée de leur temps. M. Baillet, avec un pittoresque parfait, a évoqué l'image d'un jeune homme à la mode du temps où j'étais enfant : c'est un vrai Garami. M. Dehelly joue avec feu et simplicité le rôle de Minard, un bon jeune homme, amoureux et honnête. MM. Clerh, Delanay, Barral, etc., représentent la meute des créanciers, tous divers d'allures, tous semblables cependant dans leur façon de montrer les crocs quand ils pensent que *Mercadet* est ruiné, et de plier l'échine quand ils le croient riche. La distribution n'est pas moins soignée du côté des femmes. Mlle Thérèse Kolb joue très correctement le personnage assez effacé de Mme *Mercadet*. Mlle Bertiny, charmante en sa toilette blanche du temps jadis, tient avec grâce le rôle de Julie. Enfin, *Mercadet* a à son service deux servantes de choix : Mlle Lynnes et Mme Amel. L'une et l'autre ont rendu très intéressants les petits bouts de rôle qui leur sont confiés. J'ai particulièrement remarqué la souplesse de talent de Mme Amel, qui n'a pas hésité à s'habiller en grosse comère, faisant une silhouette originale de son personnage de bonne et montrant qu'il n'y a pas de petit rôle pour les bons artistes. Ce souci du détail, qu'on retrouve dans *Mercadet*, est, du reste, l'honneur de la Comédie.

Olympia : Les Sept Péchés capitaux, ballet-pantomime.

Le *Figaro* a donné avant-hier, en grand détail, un compte rendu du ballet-pantomime de *Olympia*, qui me dispenserait d'y revenir. Mais, invité à cette représentation et y ayant pris plaisir, je veux en dire un mot rapide.

Comme elle lui semblait délicieuse ! Et, maintenant qu'on l'avait mis en garde contre elle, quelle importance elle prenait dans sa vie ! Les jeunes gens n'osaient se regarder. Ils entendaient le frotement de leurs mains que, dans ce malaisé et si promenaient sur des bibelots et des papiers. Mutisme plus troublant que toute parole ! Chaque seconde les unissait davantage l'un à l'autre. Au bout d'un instant, Louise jugea que ce silence était un suffisant aveu et avait produit son effet. La voix tremblante, elle demanda :

— Votre besogne avance-t-elle ? Pourrez-vous venir ?

— Dans quelques minutes, fit Pierre. Et l'essaya de vaincre sa gêne pour exprimer, d'un mot aimable, l'enchantement de son cœur :

— J'aurai tant de plaisir à jouer avec vous !

Rougisante, comme prise de panique, Louise vivement l'arrêta et marcha vers la porte :

— Alors, à bientôt !... — Déjà partie ! — J'ai fait ma commission. On m'attend.

— Et alors, nous ne savons plus que nous dire ? fit Pierre qui, sous le charme, souhaitait des paroles ayant la même grâce que le frais visage de la jeune fille.

— Mais si... balbutia Louise qui marchait en arrière pour gagner la porte, comme en reculant sous le tendre regard de Pierre ; mimique qui acheva d'émouvoir le jeune homme.

— Vous êtes toute triste... dit-il sur un ton de doux reproche.

— Triste ?... Oh ! pas du tout, fit-elle éperdue !

Alors, sa main ayant trouvé la poignée, elle ouvrit la porte et, avant d'échapper au regard de caresse :

— Seulement, il faut que je redescende. Au revoir !

Mais, à ce même moment, une poussée du batant heurta la jeune fille. Étonnée, Louise jeta un cri.

Mme Turel parut, le visage sévère. Anxieusement, elle interrogea la physionomie et l'attitude des jeunes gens. La flamme douloureuse de son regard les déconcerta. Un instant, ils restèrent ahuris. La première, Louise reprit son sang-froid. Elle eut la maladresse de vouloir justifier son cri :

— Je m'en allais... Le bruit de la porte m'a surpris.

Avec autant de gaucherie Pierre vint à la rescousse :

— Mlle Louise venait me chercher pour jouer au tennis.

— Oui, on m'a envoyée... Mais Jeanne, très froidement, les humilia en leur montrant la sottise d'une telle défense :

— Pourquoi ces explications ? Votre présence ici est fort naturelle ! Ils se troublèrent de plus en plus.

— C'est que... balbutia Louise affolée. Oubliant soudain l'idée sur laquelle elle avait commencé cette phrase, elle s'arrêta. Jeanne, que sa souffrance rendait mauvaise, eut la cruauté d'accentuer cet embarras :

— C'est que... Quoi donc ? Louise ne sut que répondre. Pierre la secourut. Il tâcha de prendre un ton de belle humeur que démentait son rire d'angoisse :

— C'est... que, fit-il au comble de la gêne, Louise était montée pour vous demander la permission d'enlever votre secrétaire !

Tout aussi bien, les « théâtres d'à côté » ont pris, dans la vie de Paris et dans la question théâtrale, une importance considérable. Tant aux grands spectacles, tels que ceux qu'on nous donne aux Folies-Bergère, à l'Olympia, à la Scala, qu'aux cafés-concerts et aux théâtres de fantaisie (Capucines, Mathurins, Roulotte, Divan japonais, Tabarin, Funambules, etc., etc.), le public apporte chaque soir des sommes qu'on peut évaluer, au minimum, à vingt mille francs et qui dépassent de beaucoup ce chiffre quand il y a de gros succès. Or ces sommes, réparties entre ceux des théâtres d'ordre qui ne font pas très bien leurs affaires, suffiraient à rendre florissante l'industrie des théâtres, qui périclite à l'heure actuelle, et à faire de la question théâtrale un remède empirique et passager. Il y a là une évolution du goût, et une révolution économique en travers de laquelle il est inutile et il serait périlleux d'essayer de se mettre.

Cette évolution du goût du public, qui va contre les intérêts des théâtres d'ordre, est venue des théâtres mêmes, avec l'opérette et le développement de la mise en scène. Ils ont fait aimer au public le plaisir des yeux, les spectacles qu'on suit sans fatigue et pour lesquels on réclame ses aises. Tandis que peu de progrès ont été réalisés dans l'architecture et la disposition des théâtres réguliers, ceux d'à côté se sont faits ou très coquets ou très sobres. On y fume, on y boit, on se promène et on parle fort. Que nous approuvions ou que nous regrettions ces habitudes nouvelles, il importe peu. « Ça y est », comme on dit dans l'argot des répétitions.

Et puisque « ça y est », nous n'avons qu'une chose à faire. C'est de ne pas négliger ces spectacles nouveaux, d'essayer d'y faire entrer le plus d'art possible, d'y trouver le plus de beauté, de faire de la légèreté et de la beauté. C'est pour cela que je parlais hier, d'un ballet des Folies-Bergères qui est l'œuvre d'un poète très artiste, et que je parle aujourd'hui de celui de l'Olympia, qui est très brillant et très réussi. Il a le mérite d'être très clair, on l'a dit. Et j'en ai trouvé l'interprétation excellente. Le mime, M. Thalès, est un excellent Pierrot, et Mme Willy une charmante Colombine. Et puisque nous retournerons tout doucement aux joies paillardes et au culte de la Beauté, il faut que les femmes qu'on nous montre en toilettes simplifiées soient jolies et de belle plastique. C'est le cas de Mme Campana, qui joint à beaucoup de grâce et de jeunesse le mérite d'être une excellente danseuse, d'une remarquable souplesse. Et puis, les Péchés capitaux sont représentés par des femmes qui rendent difficile le choix de celui par lequel on souhaiterait perdre son âme ! Je cite, ne connaissant que peu ce personnel, une débutante, Mme de La Piedra, une créole très connue ; Mme E. Mendès, et — figurant la Luxure — je me dispense de tout trait d'esprit trop facile — la très superbe Mlle Suzanne Derval. Ce qui importe, c'est que ces belles femmes ne sont pas maladroites en leurs essais chorégraphiques et leurs rôles de mimes. J'ajoute enfin que j'ai remarqué, dans ce que nous appelons à l'Opéra « le petit quadrille », une jeune femme délicieuse, Mlle Julia Petit, qui, habillée en marionnette, semble offrir à Pierrot un plat de pommes vertes, que je croquerais volontiers, si j'avais des dents pour cela... Sérieusement, et pour rappeler une métaphore célèbre, je crois bien que voilà « une étoile en herbe » !

Henry Fouquier.

COURRIER DES THÉÂTRES

Aujourd'hui, au théâtre Déjazet, à 1 h. 30, répétition générale de : le *Constat Poulard*, vaudeville en 3 actes, de MM. Gréhon et P. Monville.

MM. les critiques seront reçus sur la présentation de leur carte.

Ce soir, première représentation.

A l'Opéra, demain soir, M. Demauroy, lauréat du Conservatoire, débutera dans la *Val-kyrie*.

La première des *Antibes*, la pièce de MM. E. Fournillon et A. d'Artois, aura lieu, à l'Odéon, mardi prochain 7 février.

Après les représentations de la *Reine Flamme*, qui lui ont valu un nouveau succès, Mlle Yvonne ne quittera pas Paris, comme elle le bruit en avait couru.

La charmante artiste restera au contraire ici.

Seulement, il faut que je redescende. Au revoir !

Mais, à ce même moment, une poussée du batant heurta la jeune fille. Étonnée, Louise jeta un cri.

Mme Turel parut, le visage sévère. Anxieusement, elle interrogea la physionomie et l'attitude des jeunes gens. La flamme douloureuse de son regard les déconcerta. Un instant, ils restèrent ahuris. La première, Louise reprit son sang-froid. Elle eut la maladresse de vouloir justifier son cri :

— Je m'en allais... Le bruit de la porte m'a surpris.

Avec autant de gaucherie Pierre vint à la rescousse :

